Séance publique du 3 mars 2003

Délibération n° 2003-1054

commission principale : déplacements et urbanisme

objet : **Lyon Parc Auto - Avenants aux contrats de délégation - Projet de jalonnement dynamique**

service : Direction générale - Mission d'audit et de contrôle de gestions - Gestions externes

Le Conseil,

Vu le rapport du 12 février 2003, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

La Communauté urbaine a confié à son opérateur principal, la SEM Lyon Parc Auto, des conventions de délégations de service public pour l'exploitation de parcs publics de stationnement dans l'hyper-centre de l'agglomération (presqu'île de Lyon et rive droite de la Saône) et la rive gauche du Rhône. Il s'agit :

- des contrats d'affermage de Perrache, Vilette, Saint Jean, Saint Antoine, hôtel de ville et centre commercial Part-Dieu,
- des contrats de concession de Cordeliers, halles-Moncey, Célestins, Terreaux, République, Antonin Poncet, Berthelot, gare Part-Dieu et Saint Georges.

Ces parcs représentent plus de 13 400 places de stationnement.

Sur l'ensemble de ces places de stationnement, la Communauté urbaine, autorité organisatrice du service, fait actuellement le constat :

- d'un taux inégal d'occupation : certains sont largement saturés alors que d'autres sont insuffisamment fréquentés,
- d'un phénomène d'engorgement de la voirie (par création de files d'attente) à proximité des parcs très fréquentés,
- d'une carence en termes d'information des usagers sur les places disponibles.

La collectivité souhaite améliorer la fluidité du trafic et optimiser l'occupation des places de stationnement à disposition par la mise en œuvre d'un dispositif de jalonnement dynamique qui prendrait la forme d'une installation de panneaux d'information délivrant des messages actifs implantés sur les branches des carrefours de voirie donnant accès à plusieurs parcs voisins pour, en temps réel, donner leur taux d'occupation et orienter les usagers vers les places disponibles.

Ce système d'information est ainsi rendu nécessaire par la bonne exécution du service public et répond à l'objectif d'intérêt général de pouvoir s'adapter aux besoins des usagers.

Ce projet, dont la coordination globale revient à la Communauté urbaine, représente un coût d'investissement évalué à 650 000 €.

Il est proposé de définir au délégataire Lyon Parc Auto, dans le cadre d'un avenant à chaque contrat de délégation, l'obligation de réaliser l'investissement matériel correspondant et d'en assurer l'exploitation et la maintenance par une imputation directe sur les charges des parcs concernés.

Le financement de ces biens mobiliers accessoires au service, non prévu dans les contrats initiaux, est de nature à emporter une modification de leur économie. La contrepartie de cette charge serait couverte par une légère augmentation des tarifs horaires (de l'ordre de deux centimes d'euros) qui serait intégrée dans la modification tarifaire que la Communauté urbaine se propose d'arrêter pour le 1er juillet 2003.

En termes économiques, la charge financière d'investissement doit être rapportée, sur une durée de vie technique de cinq ans des équipements concernés, aux 6,5 millions de passages annuels dans ces différents parcs.

Les coûts d'exploitation et de maintenance annuelle seraient largement financés par l'optimisation de l'occupation des parcs et de leurs recettes correspondantes.

Lyon Parc Auto serait également autorisé à facturer, à l'euro l'euro auprès d'autres opérateurs de parcs de stationnement la partie du coût de fonctionnement pouvant leur être imputée.

Seraient concernés par ce dispositif les parcs publics délégués par la Communauté urbaine à la société du parc Lyon-Bellecour et à la société du parc Récamier ainsi que le parc privé ouvert au public : le parc Opéra-Tolozan ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission déplacements et urbanisme ;

Où l'intervention de monsieur le rapporteur précisant qu'il convient de lire, à la suite des observations formulées par la commission déplacements et urbanisme, les paragraphes n° 7, 8, 9 et 10 du rapport sont remplacés par le texte suivant :

"Le financement de ces biens mobiliers accessoires au service est une modification des contrats initiaux qui n'emporte pas pour autant un bouleversement de leur économie générale.

Cette charge d'investissement et les coûts d'exploitation correspondants seraient largement couverts par l'optimisation de l'occupation des parcs et de leurs recettes correspondantes.

La société Lyon Parc Auto serait également autorisée à facturer, à l'euro l'euro, auprès d'autres opérateurs la partie du coût d'investissement et de fonctionnement pouvant leur être imputée."

En conséquence, un 4° alinéa est ajouté au délibéré :

4° - Sollicite l'extension du dispositif de jalonnement dynamique aux autres parcs de stationnement exploités dans le périmètre concerné".

DELIBERE

1° - Accepte les modifications proposées par monsieur le rapporteur.

2° - Approuve la réalisation du projet de jalonnement dynamique nécessaire à l'optimisation de la fréquentation des parcs de stationnement.

3° - Autorise monsieur le président à signer avec la société Lyon Parc Auto les avenants correspondant aux contrats de délégation, soit :

. *Contrats d'affermage :*

- avenant n° 1 au contrat d'exploitation du parc Perrache en date du 17 novembre 1980,
- avenant n° 2 au contrat d'exploitation du parc Villette en date du 30 novembre 1984,
- avenant n° 3 au contrat d'exploitation du parc Saint Jean en date du 17 novembre 1980,
- avenant n° 2 au contrat d'exploitation du parc Saint Antoine en date du 17 novembre 1980,
- avenant n° 1 au contrat d'exploitation du parc hôtel de ville en date du 17 novembre 1980,
- avenant n° 2 au contrat d'exploitation du parc du centre commercial de la Part-Dieu en date du 17 novembre 1980.

. *Contrats de concession :*

- avenant n° 4 à la convention de concession du parc Cordeliers en date du 20 juin 1972,

- avenant n° 3 au bail emphytéotique du parc halle-Moncey en date du 19 octobre 1970,
- avenant n° 1 à la convention de concession du parc Célestins en date du 19 mai 1992,
- avenant n° 1 à la convention de concession du parc Terreaux en date du 27 février 1992,
- avenant n° 2 à la convention de concession du parc République en date du 31 décembre 1990,
- avenant n° 2 à la convention de concession du parc Antonin Poncet en date du 20 octobre 1986,
- avenant n° 3 au bail emphytéotique du parc Berthelot en date du 18 avril 1995,
- avenant n° 4 à la convention de concession du parc de la gare de la Part-Dieu en date du 1er juin 1992,
- avenant n° 2 à la convention de concession du parc Saint Georges en date du 19 juin 2000.

4° - Sollicite l'extension du dispositif de jalonnement dynamique aux autres parcs de stationnement exploités dans le périmètre concerné.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,